

## Texte de Jacques Soustelle du 25 novembre 1955

En réponse au Manifeste des Intellectuels « Contre la Guerre en Algérie » lettre d'un intellectuel à quelques autres.

J'ai eu connaissance d'un manifeste « Contre la guerre en Algérie » signé par beaucoup d'hommes que je respecte et dont certains sont de mes proches amis. C'est dire que j'apporte à ce texte la plus sérieuse attention. Même engagé dans l'action je demeure un universitaire, un enseignant et un écrivain. Je crois à la valeur intrinsèque de la pensée, de la recherche, de la réflexion.

Je suis persuadé que nous avons un rôle à jouer dans la vie publique, ne serait-ce qu'en essayant de substituer aux vagues images passionnelles qui sont l'instrument habituel de la politique, les notions de probité, de précision et de rigueur auxquelles nous tenons par profession.

Il me paraît évident que si les intellectuels se manifestent en tant que tels dans le domaine politique - comme certains viennent de le faire par cet appel - ils ne sont justifiés que s'ils se comportent en la circonstance, et plus que jamais en intellectuels, c'est-à-dire avec le souci d'honnêteté et de clarté qui est en quelque sorte notre marque. Autrement, leur intervention n'aurait pas plus de valeur que celle des plombiers-zingueurs ou des ordonnateurs de pompes funèbres, professions aussi respectables en elles-mêmes que les nôtres.

L'opinion attache plus de poids à la parole d'un professeur en Sorbonne qu'à celle du plus estimable des épiciers ou des ajusteurs : c'est évidemment parce qu'elle attend de l'intellectuel un effort d'information et d'impartialité qui donne une valeur particulière à son jugement. Aussi, me semble-t-il que des intellectuels, en prenant position publiquement ont le devoir, plus que d'autres, d'être scrupuleux à la fois en ce qui concerne leur connaissance des faits et l'interprétation qu'ils en donnent.

Sinon on ne peut s'empêcher de penser qu'il y a là comme une supercherie consistant à donner comme l'avis sérieusement réfléchi d'intellectuels, ce qui n'est après tout que l'opinion de citoyens comme les autres.

Ces réflexions me sont venues à l'esprit lorsque j'ai pris connaissance du manifeste dont il s'agit. Moi qui sais à quel avec quel respect de la vérité, avec quel soin minutieux de vérification, beaucoup de signataires de ce texte hésitent avant de tenir pour certain un fait social ou historique et, plus encore, avant d'en fournir une interprétation théorique, je suis stupéfait par la légèreté et le manque de sérieux qui caractérisent cette proclamation, riche en affirmations péremptoires mais aussi en équivoques et dont le style claironnant et ampoulé me frappe comme une inconvenance.

L'analyse du manifeste, en effet met en évidence la faiblesse de l'argumentation qui prétend conduire, en guise de conclusion, à de vieux slogans démagogiques.

On commence par poser en principe qu'il y a une guerre en Algérie. Cette affirmation qui rejoint curieusement celles des ultra-colonialistes, mériterait ample discussion. Notre époque connaît bien des situations qui ne sont pas la paix sans être la guerre.

Un état d'insécurité sporadique et variable, des attentats individuels des embuscades, des incendies, est-ce la guerre ? Sans doute dira-t-on, c'est une question de définition. Mais, dans ce cas, le seul fait d'appeler « guerre » ce qui se produit en Algérie est déjà un geste et un choix.

A une campagne destinée à affoler l'opinion et à déclencher une vague de défaitisme, le lancement de l'expression « guerre d'Algérie » apporte une contribution importante : cela d'autant plus que, dans la même phrase, on lie à cette « guerre » l'utilisation du contingent. On se garde bien de dire – ce qui est pourtant l'évidence – que les rappelés disponibles et soldats du contingent n'ont vu et ne voient l'ennemi que dans une très faible proportion, que leur mission de protection a pour but d'empêcher la guerre et non de la provoquer, et que plus il y aura de troupes en Algérie moins une véritable guerre a de chance d'éclater.

Il y a donc là, dès le début et sur le point le plus important, une équivoque, -involontaire ? – qui consiste en ceci, que l'on baptise arbitrairement « guerre » un état de chose très particulier, et qu'instantanément le mot est pris dans son sens plein et habituel, avec tout le cortège d'images qu'il évoque. Ce tour de passe-passe est évidemment destiné à créer un complexe de culpabilité. Toute la suite découle naturellement de cette première option.

Mais avant de continuer je pose une question : où, quand et comment les auteurs de ce texte se sont-ils donné la peine d'étudier et d'analyser la situation en Algérie avant de porter sur elle un jugement aussi décisif ? Ont-ils fait usage de leurs méthodes d'historiens et de philosophes, ou bien se sont-ils contentés de lire leur journal ?

On me permettra tout de même de rappeler que je suis quelque peu documenté sur tous ces événements et que je leur ai consacré quelque réflexion. L'argument d'autorité ne jouant pas entre nous, je suis obligé de dire que même les noms les plus prestigieux ne peuvent tenir lieu de preuves

Mais poursuivons. Cette « guerre » dit-on est injuste parce que nous la faisons à des hommes « dont le crime est de reprendre à leur compte nos propres principes ». Cette affirmation appelle à mon sens deux remarques.

**D'abord il n'est pas absurde de rechercher si la situation actuelle a été provoquée par une agression de notre part ou de la part des autres. Deux dates s'imposent à l'esprit : 1<sup>er</sup> novembre 1954, 20 août 1955 - Entre elles et à partir de la seconde jusqu'à maintenant, s'inscrit une longue suite d'attentats, d'assassinats, d'enlèvements, d'incendies. Mais ce qui est certain, c'est que l'agression a toujours été le fait de nos adversaires. Notre action est défensive ; c'est même ce que certains milieux nous reprochent.**

Ces agressions ont-elles été déclenchées – et seraient-elles en somme justifiées par « nos propres principes » ? C'est là que se situe la plus grave des équivoques.

« Nos principes » (je suppose qu'on entend par là ceux de la liberté, de la démocratie et du respect de l'homme) justifient-ils la fureur raciste et le fanatisme qui se sont assouvis par le massacre des ouvriers européens d'El-Halia et de leurs familles ? Les promeneurs assassinés et mutilés à Saint – Charles et à Bugeaud, les enfants (dont un de quatre jours) égorgés à Aïn-Abid ont-ils été sacrifiés aux droits de l'homme et du citoyen ? Est-il conforme aux idées de tolérance que nous professons de découper à coups de ciseaux les lèvres des fumeurs et de trancher le nez des priseurs de tabac. L'excitation à la haine raciale et religieuse contre le non-musulman, le boycott des Mozabites considérés comme « hérétiques », la destruction systématique des écoles dans les régions où elles ne servent qu'à la population arabe ou berbère, l'anéantissement du matériel agricole collectif des fellahs, qu'est-ce que tout cela a de commun avec « nos propres principes » ? Peut-être les a-t-on changés sans que je le sache : je me souviens d'un temps où les intellectuels français se dressaient précisément contre le farouche obscurantisme hitlérien qui est sans doute de tous les mouvements

contemporains, celui qui se rapproche le plus, par son exclusive et son mépris de la vie humaine, de l'absolutisme totalitaire du C.R.U.A.

Les lettres et documents divers qui sont tombés entre nos mains à Djeurf, à Montcalm, à El-Harrouche, les déclarations des chefs prisonniers et celles de la radio cairote et syrienne ne laissent aucun doute sur les buts recherchés par le triumvirat dont Ben Bella est le chef visible : la destruction totale (les nazis avaient un nom pour cela) de tout ce qui est européen au Maghreb, massacre de tout Français d'origine et musulman qui ne s'incline pas, conversion forcée à l'Islam des survivants, instauration d'un état théocratique et raciste membre de la Ligue arabe. Ces documents sont connus et je les tiens à disposition de ceux qui s'y intéresseraient.

Il est vrai qu'il y a en Algérie des hommes qui s'élèvent au nom de « nos principes » contre les vestiges du régime colonial ; mais ceux-là ne se confondent pas avec les rebelles, et nous n'avons pas le droit de les confondre. Nous touchons ici du doigt une autre erreur des auteurs du manifeste : celle : celle qui consiste à mêler inextricablement ce que j'appellerai l'opposition démocratique et les tenants armés d'une régression moyenâgeuse. Ces derniers, eux, ne s'y trompent pas : le paragraphe 12 des instructions envoyées du Caire par Ben Bella n'ordonne-t-il pas d'abattre « tous ceux qui voudraient jouer le rôle d'interlocuteur valable » ? Cette directive a d'ailleurs reçu u commencement d'exécution le 20 août à Constantine, quand un commando terroriste a assassiné le neveu de Ferhat Abbas.

L'alinéa suivant du manifeste s'attaque aux méthodes « honteuses » qui feraient de nos soldats autant de « criminels de guerre ». L'outrance d'un tel propos me navre. Personne, hélas, ne peut garantir que dans la fièvre d'un accrochage, à l'issue d'une embuscade, ou devant des cadavres mutilés de femmes et d'enfants , aucun soldat n'outragera sa mission.

Je tiens pourtant à porter témoignage de l'esprit humain des chefs, je sais quelles instructions permanentes ils donnent pour éviter tout excès. Je sais aussi que les petits Français du contingent ne sont pas des tueurs, et qu'on n'a pas le droit de les insulter gratuitement, bien à l'abri, à Paris, en les comparant aux SS.

Mais surtout, je m'étonne que des intellectuels, qui devraient être soucieux de juger sainement tous les aspects d'un problème douloureux, tiennent délibérément pour nulle l'action – on pourrait dire l'apostolat - des officiers des Affaires algériennes (zéro en février dernier, près de deux cents aujourd'hui) qui n'ont pas d'autre mission que de pacifier. Loin de nous faire honte, cette action devrait éveiller chez nous un sentiment de fierté.

L'appel ajoute que nous risquons « de perdre l'honneur ». Il y a beaucoup de manières de perdre son honneur : l'une d'elles serait à coup sûr, d'abandonner aux tortures, aux mutilations et à la mort non seulement 1 200 000 européens mais des millions de musulmans. N'oublions pas que les rebelles assassinent en moyenne quatre ou cinq musulmans pour un européen, sans parler de ceux qu'ils défigurent ou torturent, et sans parler non plus des milliers qu'ils rançonnent et ruinent. Je sais qu'on a cherché à faire croire que les musulmans assassinés étaient « des agents de l'Administration » : on me permettra d'abord de dire que le fait d'être facteur, garde-champêtre ou agent de chemin de fer n'est pas un crime qui entraîne la peine de mort. Mais les faits eux-mêmes s'élèvent contre cette version. **J'ai vu** hélas trop de vieillards et d'enfants musulmans assassinés par les fellaghas, trop de paysans inoffensifs éborgés pour avoir le moindre doute à ce sujet. Délibérément, méthodiquement les rebelles s'attachent à dominer par la terreur. Serait-il conforme à « notre honneur » de les laisser faire ?

Après une partie critique que je viens d'évoquer, le manifeste passe à ce qu'on pourrait appeler la partie constructive de l'exposé. Et là je ne peux qu'exprimer ma déception devant la faiblesse, pour ne pas dire l'indigence, des idées exprimées.

Dire qu'il faut rechercher « la paix fraternelle dans le respect des nationalités », que l'existence des populations non musulmanes constitue l'un des éléments du problème, « que le but à atteindre est la **réconciliation** complète entre ces populations » c'est enfoncer des portes ouvertes. C'est aussi, je le crains, une dérobade, et ma crainte se confirme quand je lis au paragraphe suivant que les soussignés ne proposent ni plans de réforme, ni solutions. Alors pourquoi cet appel ? Est-ce seulement pour dire que la France a tort, car il est entendu que, pour certains, la France a toujours tort ?

Il est vrai qu'on nous offre la panacée : la négociation. Mais comme on ne dit ni avec qui (car de grâce ne prenons pas pour une proposition concrète cette vague expression passe-partout « les représentants qualifiés) ni sur quoi ; on se borne, en fait, à présenter comme une solution ce qui est précisément le problème. A moins que – mais alors pourquoi ne pas le dire loyalement- on ne considère que la qualité « du représentant qualifié » appartient de droit aux terroristes. Encore la question se pose-t-elle de savoir à partir de de combien de fermes brûlées ou de fellahs égorgés on devient « un représentant qualifié »

On aurait pu, justement, se pencher sur le problème de la représentation, sur celui des élections libres, des collèges électoraux, des réformes à mettre en œuvre pour sortir de l'ornière sanglante où le C.R.U.A a engagé l'Algérie. C'eût été faire œuvre utile. Je regrette qu'on n'ait même pas essayé.

Le manifeste se termine par un certain nombre de slogans qui constituent, j'imagine, ce qu'on pourrait appeler le programme immédiat de ses auteurs. Comme tous les slogans ils sont peut-être utiles à jeter à une foule dans une réunion publique. En dehors de cela ils ne valent pas le papier sur lequel ils sont écrits. « négociations immédiates » ? J'ai déjà dit que c'était supposer le problème résolu. « Pas de discrimination raciale » ? Toute ma vie j'ai lutté contre le racisme. Il me répugne partout où il sévit, et je le combats chez les européens lorsqu'ils y cèdent. Force m'est pourtant de reconnaître qu'aujourd'hui les racistes par excellence sont en face de nous. « Cessation de la répression ; cessation de l'état d'urgence ; libération du contingent ? Ces mots d'ordre n'ont objectivement dans la situation présente, qu'un seul sens : cessation de notre résistance, abandon de tout un peuple à une dictature de terreur. Si c'est cela qu'on veut il faut le dire. Pour ma part, je m'y refuse, et je prétends que si l'un quelconque des signataires était à ma place, il reculerait devant la vague de sang que notre capitulation ferait déferler sur l'Algérie. Car il s'agit **bien d'une capitulation**.

Ce n'est pas sans regret que j'ai été amené à répondre à titre personnel, comme l'homme que je suis et qui demeure fidèle à lui-même, à ceux qui ont signé le manifeste et parmi lesquels peut-être certains qui me connaissent seront choqués de ma franchise. Mais j'ai toujours cru que notre devoir, à nous qui faisons profession de penser clairement, était d'aborder franchement et sans réticence la bataille des idées. Pour ce qui me concerne je suis de ceux qui se sont dressés entre 1936 et 1940 contre le péril des dictatures de l'extérieur et de l'intérieur, contre le racisme et l'intolérance ; je n'ai pas changé. J'ai lutté contre l'esprit de défaite et d'abandon qui a conduit la France à livrer la Tchécoslovaquie, à permettre la remilitarisation de la Rhénanie par Hitler, à laisser l'Axe se créer et se durcir face au désarmement des démocraties ; je n'ai pas changé. De 1940 à 1944 j'ai été de ceux qui ont obstinément et malgré tout refusé la capitulation ; et je n'ai pas changé. Si maintenant on somme la France au nom d'un totalitarisme médiéval, de renoncer non seulement à l'Algérie mais en fait à elle-même, je ne serai pas complice. L'œuvre de progrès politique et social à accomplir en Algérie après trop de délais nous impose d'y rester ; céder au terrorisme serait la condamner à jamais.